

Convention collective

**IDCC : 8733. – ENTREPRISES DE TRAVAUX AGRICOLES ET RURAUX
ET CUMA**

(Tarn et Haute-Garonne)

(11 décembre 1987)

(Etendue par arrêté du 15 mars 1988,
Journal officiel du 24 mars 1988)

**AVENANT N° 55 DU 18 MARS 2011
RELATIF AUX ARTICLES 14 ET 49**

NOR : AGRS1297030M

IDCC : 8733

Entre :

Le syndicat départemental des entrepreneurs des territoires du Tarn ;

La fédération départementale des coopératives d'utilisation de matériel agricole du Tarn,

D'une part, et

L'union professionnelle régionale agroalimentaire CFDT ;

La fédération générale des travailleurs de l'agriculture FO du Tarn,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

L'article 14 « Période d'essai » est modifié comme suit :

« Pour les contrats à durée indéterminée :

Tout contrat à durée indéterminée comportera une période d'essai qui pourra être rompue à tout moment par les parties sans indemnités.

La durée de cette période ne pourra excéder :

Pour le personnel non cadre (coef. 100 à 150) : 2 mois renouvelables une fois.

Pour le personnel d'encadrement (coef. 160, 185 et 210) : 4 mois renouvelables une fois.

La possibilité de renouvellement devra être expressément prévue au contrat de travail. Le renouvellement sera motivé et approuvé par le salarié.

Toute rupture de la période d'essai doit être précédée d'un délai de prévenance :

DURÉE DE PRÉSENCE	DÉLAI DE PRÉVENANCE SI RUPTURE À L'INITIATIVE	
	Employeur	Salarié
Moins de 8 jours	24 heures	24 heures
8 jours à 1 mois	48 heures	48 heures
Plus de 1 mois	2 semaines	48 heures
Plus de 3 mois	1 mois	48 heures

Pour les contrats à durée déterminée :

Tout contrat à durée déterminée comportera une période d'essai qui pourra être rompue à tout moment par les parties sans indemnités.

La durée de cette période ne pourra excéder :

- 1 jour par semaine, dans la limite de 2 semaines calendaires, pour un contrat d'une durée inférieure ou égale à 6 mois ;
- 1 mois pour un contrat d'une durée initiale de plus de 6 mois.

Toute rupture de période d'essai de 1 semaine ou plus doit être précédée d'un délai de prévenance.

DURÉE DE PRÉSENCE	DÉLAI DE PRÉVENANCE SI RUPTURE À L'INITIATIVE	
	Employeur	Salarié
Moins de 8 jours	24 heures	24 heures
8 jours à 1 mois	48 heures	48 heures
Plus de 1 mois	2 semaines	48 heures
Plus de 3 mois	1 mois	48 heures

L'article 49 « Indemnité de licenciement » est modifié comme suit :

« Il est accordé à tout salarié, lié par un contrat de travail à durée indéterminée, licencié alors qu'il compte 1 an d'ancienneté ininterrompue au service du même employeur, sauf en cas de faute grave, une indemnité minimum de licenciement, calculée comme suit :

Personnel non cadre :

- à partir de 1 an d'ancienneté et jusqu'à 10 ans compris : 2/10 de mois de salaire par année d'ancienneté ;
- au-delà de 10 ans d'ancienneté : 2/10 de mois de salaire plus 2/15 de mois supplémentaire par année d'ancienneté. »

Personnel cadre : le reste de l'article sans changement.

Article 2

Le présent avenant s'applique à compter du 1^{er} mai 2011.

Article 3

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant.

Article 4

Un exemplaire du présent avenant sera remis à chaque partie signataire, et deux exemplaires seront déposés à l'unité territoriale du Tarn de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Midi-Pyrénées.

Fait à Albi, le 18 mars 2011.

(Suivent les signatures.)